

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 03861

Numéro SIREN : 379 041 395

Nom ou dénomination : NEW NP

Ce dépôt a été enregistré le 28/12/2017 sous le numéro de dépôt 54052

NEW NP

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 717.0
Siège social : TOUR AREVA — 1, Place Jean Millier — 92400 CC
379 041 395 RCS Nanterre

PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 21 DECEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept,

Le 21 décembre à 11 h,

Le Président rappelle que par décision du 28 novembre 2017, l'Associé Un
a décidé de :

- Premièrement, réduire le capital social pour le ramener de 717.040.000 € à 242.001.000 € sous la condition suspensive de l'absence d'opposition des créanciers sociaux, moyen d'une réduction de la valeur nominale de chaque action de dix euros et soixante centimes (10,60 €), ladite valeur nominale unitaire étant ainsi ramenée de seize euros (16 €) à cinq euros et quarante centimes (5,40 €) ;
- Deuxièmement, affecter le montant total de cette réduction de capital, soit 475.039.000 €, au compte prime d'émission ;
- Troisièmement, lui donner tous pouvoirs à l'effet :
 - de constater l'absence d'opposition formée par des créanciers, dans le cadre des dispositions des articles L.225-205 et R.225-152 du Code de commerce, à l'issue du délai prévu par ces textes ou le traitement définitif de ces oppositions ;
 - de constater la réalisation définitive de la réduction de capital ;
 - d'affecter le montant de la réduction de capital au compte « prime d'émission » ;
 - d'effectuer la mise à jour corrélative de l'article 6 des statuts intitulé « Capital social ».

Ceci étant rappelé, le Président constate l'absence d'opposition formée par des créanciers, dans le cadre des dispositions des articles L.225-205 et R.225-152 du Code de commerce, à l'issue du délai prévu par ces textes, comme le révèle le certificat de non-opposition délivrée par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre, le 19 décembre 2017. Ainsi, la réduction de capital d'un montant de 475.039.000 €, par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société d'un montant de 10,60 € par action, décidée par l'Associé Unique en date du 28 novembre 2017 dans les conditions précitées, est définitivement réalisée.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
NANTERRE 3
Le 27/12/2017 Dossier 2017 42376, référence 2017 A 04225
Montant dû : 500 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif des finances publiques

ESSE LINDENBU
Agent Administratif
des Finances Publiques

Le capital social est ainsi ramené du montant de 717.040.000 € au montant de 242.001.000 €, divisé en 44.815.000 actions de valeur nominale unitaire de 5,40 €

Toujours dans le cadre de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par l'Associé Unique, le Président affecte la totalité du montant de cette réduction de capital au compte « prime d'émission ».

Enfin, comme décidé par l'Associé Unique le 28 novembre 2017, le Président effectue la mise à jour corrélative de l'article 6 des statuts qui est désormais rédigé comme suit :
« Le capital social est fixé à la somme de 242.001.000 € (deux cent quarante-deux millions et mille euros). Il est divisé en 44.815.000 (quarante-quatre million et huit cent quinze mille) actions de 5,40 € (cinq euros et quarante centime) de nominal.

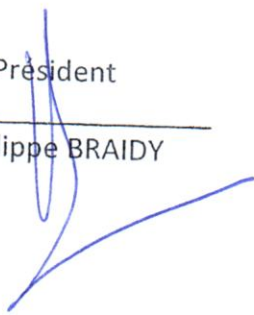
L'ensemble des actions, qui composent ou composeront le capital social, sera toujours entièrement assimilé. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, lors du remboursement du capital des actions devenir exigibles pour certaines actions seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront supportés par la Société de façon que toutes les actions confèrent à leur propriétaire, pour le même montant libéré et non amorti, les mêmes avantages effectifs et donnent droit à recevoir la même somme nette. »

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président

Philippe BRAIDY



New NP

Société par Actions Simplifiée au capital de 242.001.000 euros
Siège social : Tour Areva 1 place Jean Millier – 92400 Courbevoie
379 041 395 RCS Nanterre

(la « **Société** »)

**PROCES-VERBAL DE DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 21 DECEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept,
Le 21 décembre,
A 12h,

La société **AREVA NP**, société par actions simplifiée au capital de 400.000.100 euros, dont le siège est situé Tour Areva – 1, place Jean Millier – 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 428 764 500, dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur Bernard Fontana (l'« **Associé Unique** »), a pris, au siège social de la Société, les décisions qui suivent dans le cadre des dispositions de l'article L 227-1 et suivants du Code de commerce et de l'article 15 des statuts de la Société.

Le Président de la Société assiste à la présente prise de décisions.

Le Président rappelle également que Mazars et Ernst & Young Audit, co-commissaires aux comptes de la Société, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

Le Président rappelle que l'Associé Unique a eu communication des documents suivants :

- Le rapport du Président à l'Associé Unique ;
- le texte des projets des décisions proposées ;
- les lettres de convocation ;
- les statuts de la Société ; et
- le projet des nouveaux statuts de la Société figurant en **Annexe A** (les « **Nouveaux Statuts** »).

Enfin, le Président rappelle que l'Associé Unique est appelé à prendre les décisions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

1. Approbation des conditions dans lesquelles les présentes décisions sont prises ;
2. Modification de l'article 15 des statuts de la Société et approbation des Nouveaux Statuts ; et
3. Pouvoirs pour formalités.

Le Président donne ensuite lecture de son rapport.

Puis l'Associé Unique prend les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Approbation des conditions dans lesquelles les présentes décisions sont prises

L'Associé Unique **décide** d'approuver expressément les conditions dans lesquelles les décisions sont prises (en ce compris de délai préalable et autres formalités) et **déclare** avoir pu prendre pleine et entière connaissance de tous les documents et informations nécessaires à son information préalable et lors des présentes décisions de l'Associé Unique.

DEUXIEME DECISION

Modifications de l'article 15 des statuts de la Société et approbation des Nouveaux Statuts

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet de Nouveaux Statuts de la Société :

décide de modifier et remplacer l'article 15 des statuts de la Société, ainsi qu'il suit :

« Article 15. *Décisions de l'Associé Unique ou des Associé(s)*

15.1 *Domaines réservés aux décisions de l'Associé Unique ou des Associé(s)*

Doivent être prises par l'Associé Unique ou les Associés toutes les décisions dévolues aux Associés en vertu de la loi et notamment de l'article L.227-9 du Code de commerce et des présents statuts.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve de ce qui est prévu dans les présents statuts. Plus particulièrement, l'Associé Unique ou les Associés sont compétents pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;*
- modification des statuts et notamment augmentation, amortissement ou réduction de capital, fusion, scission, dissolution ;*
- transformation en une société d'une autre forme ;*
- nomination des Commissaires aux comptes.*

15.2 *Modalités de consultation de l'Associé Unique ou des Associés*

15.2.1 *Consultation en assemblée, consultation écrite ou acte sous seing privé*

Les décisions de l'Associé Unique ou des Associés résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée générale réunie, soit d'une consultation écrite. Les décisions de l'Associé Unique ou des Associés peuvent également résulter du consentement unanime de l'Associé Unique ou de tous les Associés exprimé dans un acte sous seing privé ou notarié. Cet acte doit mentionner les documents et informations communiquées préalablement à l'Associé Unique ou aux Associés. Il est signé par l'Associé Unique ou tous les Associés.

15.2.2 *Forme et délais de convocations*

L'Associé Unique ou la collectivité des Associés est convoquée à l'assemblée générale ou consulté par écrit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige par le Président, par tous moyens de communication écrite (en ce compris par e-mail) pour autant que chaque Associé accuse réception de ladite convocation, au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de la

consultation ou, en cas d'urgence, cinq (5) jours ouvrés avant la date de la consultation. La consultation de l'Associé Unique ou des Associés peut également avoir lieu dans un délai plus court voire sans convocation préalable si l'Associé Unique ou tous les Associés y ont consenti par écrit ou s'ils sont tous présents ou représentés lors de la réunion concernée.

La convocation adressée à l'Associé Unique ou aux Associés doit inclure l'ordre du jour de la consultation concernée. Tous les documents nécessaires à une prise de décisions éclairée de l'Associé Unique ou des Associés doivent être communiqués à ces derniers au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de la consultation concernée, à moins que les circonstances ne justifient un délai plus court.

La collectivité des Associés ne pourra délibérer sur un point non inscrit à l'ordre du jour qu'à l'unanimité.

15.2.3 Localisation et heure de la réunion en cas de consultation en assemblée

L'Associé Unique ou la collectivité des Associés se réunit au lieu (celui-ci pouvant être le siège social de la Société, tout autre endroit situé à Paris ou encore tout autre endroit décidé par l'Associé Unique ou les Associés) et à la date indiqués dans la convocation.

Tout Associé peut participer aux assemblées en se présentant physiquement au lieu indiqué dans la convocation ou par conférence téléphonique ou vidéoconférence, pour autant que chaque Associé participant à la réunion puisse communiquer de manière ininterrompue avec toute autre personne y participant également. Ils seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

15.3 Quorum

Les décisions des Associés, ne peuvent être adoptées en première consultation que si les Associés présents, réputés présents ou représentés possèdent plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société.

Tout Associé peut se faire représenter par toute personne de son choix, Associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président au moins deux (2) jours ouvrés avant la date de consultation de la collectivité des Associés. Toute Personne peut détenir un ou plusieurs mandats lors d'une consultation de la collectivité des Associés.

Si le quorum n'est pas réuni, une heure après l'heure d'une première convocation de la collectivité des Associés, ou si durant la réunion le quorum requis n'est plus réuni, la prise de décisions devra être ajournée dans un délai compris entre deux (2) et cinq (5) jours ouvrés (exclusion faite, pour le calcul dudit délai, du jour de la première réunion et du jour de la seconde réunion). La nouvelle consultation devra avoir lieu au même endroit et à la même heure de la journée que la première consultation initialement prévue et dans les conditions de quorum initialement prévue pour la première consultation.

15.4 Majorité

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède plus celles pour lesquelles il dispose d'un pouvoir.

Sous réserve des présents Statuts et des décisions requérant une majorité plus élevée en application de la Loi et de la réglementation applicable aux sociétés par actions simplifiées, les décisions collectives des Associés sont adoptées la majorité simple des Associés présents, réputés présents ou représentés, notamment toute modification des Statuts..»

décide, en tant que de besoin, de modifier corrélativement les statuts et d'adopter les Nouveaux Statuts de la Société figurant en Annexe A du présent procès-verbal.

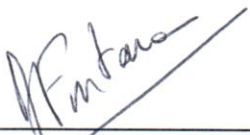
TROISIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

* *
*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par l'Associé Unique et son Président et consigné dans le registre spécial des décisions de l'Associé Unique.

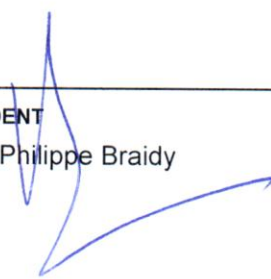


AREVA NP

Représentée par son Président,
Monsieur Bernard Fontana

LE PRESIDENT

Monsieur Philippe Braidy



New NP

Société par Actions Simplifiée au Capital de 242.001.000 Euros
Siège Social : Tour Areva - 1, place Jean Millier - 92400 Courbevoie
379 041 395 RCS NANTERRE

Copie certifiée conforme



Le Président

STATUTS

Mise à jour au 21 Décembre 2017

New NP

Société par Actions Simplifiée au Capital de 242.001.000 Euros
Siège Social : Tour Areva - 1, place Jean Millier - 92400 Courbevoie
379 041 395 RCS NANTERRE

Article 1 – FORME

La Société est une Société par actions simplifiée. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne. Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 – OBJET

1. La Société a pour objet, en France et à l'étranger, l'ingénierie, la conception, la fabrication, le marketing et la vente de produits, d'équipements et de services en tout genre, leur maintenance, réparation et remplacement, soit séparément, soit ensemble, dans le domaine de l'énergie et dans les domaines de l'industrie nucléaire et de l'industrie des énergies renouvelables, et en particulier :

- la conception, la construction, la vente et le démantèlement complet d'installations nucléaires ou de centrales nucléaires (y compris à eau légère, à eau bouillante, à eau sous pression de conception russe – VVER) ou non, de tous types, notamment de réacteurs à haute température, de réacteurs rapides, de réacteurs à eau lourde, de réacteurs hybrides, de réacteurs à fusion, de réacteurs de recherche, ainsi que des parties non strictement nucléaires de ces centrales, telles que les systèmes conventionnels et leurs composants ; le traitement et la gestion des déchets ;
- la conception et la fabrication de composants lourds et des composants mobiles des centrales nucléaires ; la fourniture de pièces forgées et moulées de grande taille nécessaires à la fabrication d'équipements ;
- le forgeage, le formage, l'usinage, la mécanique de précision et le commerce de produits, notamment sidérurgiques, métallurgiques et mécaniques ; la transformation et le travail des métaux et de tous produits pour l'ensemble des marchés nucléaires et non nucléaires ;
- la réalisation et l'installation de systèmes de contrôle-commande ;
- la réalisation d'inspections et de contrôles d'équipements ;
- la vente, combinée avec d'autres produits vendus par la Société, d'uranium, sous toutes ses formes, et de services associés ; le cas échéant, la vente d'uranium sous toutes ses formes ou de services associés dont la Société aurait acquis la propriété en rémunération de ses activités ;
- la conception, la fabrication et la vente d'assemblages de combustible, de leurs composants, produits et services associés pour tous types de réacteurs et de centrales nucléaires et qui mettent en œuvre toute catégorie de matière fissile ;
- la recherche, l'étude, la mise au point et la commercialisation de sources radioactives pour applications médicales et industrielles ;

- la recherche, l'élaboration, la transformation et la vente concernant tous métaux de structure pour l'industrie, l'aéronautique et pour usage nucléaire, de leurs alliages, dérivés, composés, sous-produits et matières premières ;
- l'étude, la conception, la mise au point, l'essai de tous procédés destinés à la manipulation, au stockage et au transport de combustibles nucléaires et matières radioactives ; et tous services et activités associés au transport et au stockage de matières radioactives ;
- la réalisation d'études de sûreté nucléaire pour les installations nucléaires ;
- la conception, la fabrication, la commercialisation et la maintenance d'équipements et de tous procédés innovants de haute technologie dans les domaines de la production d'énergie renouvelable et de la récupération d'énergie ;
- l'étude pour la promotion de la qualité et la sûreté industrielle sous toutes ses formes ;

et plus généralement, toutes activités similaires, connexes, complémentaires qui seraient de nature à faciliter la réalisation de l'objet social.

2. Dans le cadre de son objet social :

- la participation sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés, groupements, associations, affaires ou opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ;
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale est : **New NP**

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales " SAS", de l'énonciation du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce des Sociétés.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : Tour AREVA, 1 Place Jean Millier – 92400 COURBEVOIE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président.

Des agences, succursales, bureaux, dépôts ou autres établissements secondaires pourront être créés, transférés en France ou à l'étranger, ou supprimés par simple décision du Président.

Article 5 – DUREE

Le terme de la société sera de quatre-vingt dix-neuf années qui commenceront à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 242.001.000 € (deux cent quarante-deux millions et mille euros). Il est divisé en 44.815.000 (quarante-quatre million et huit cent quinze mille) actions de 5,40 € (cinq euros et quarante centime) de nominal.

L'ensemble des actions, qui composent ou composeront le capital social, sera toujours entièrement assimilé. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, lors du remboursement du capital des actions devenir exigibles pour certaines actions seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront supportés par la Société de façon que toutes les actions confèrent à leur propriétaire, pour le même montant libéré et non amorti, les mêmes avantages effectifs et donnent droit à recevoir la même somme nette.

Article 7 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Article 8 - DROITS ATTACHES A CHAQUE ACTION

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité proportionnelle au nombre des actions existantes.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les actionnaires ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Le montant des actions émises lors de la constitution ou à titre d'augmentation de capital et à libérer en espèces est exigible dans les conditions arrêtées par le Président, dans les limites prévues par la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et du ou des associé(s) quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraînera de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt de retard, calculé jour pour jour, à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal majoré de 2 points, le tout sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 – CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé "registre des mouvements".

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 11 – PRÉSIDENTE DE LA SOCIETE

11.1. Nomination du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par décision du ou des associé(s).

En cas de décès, démission, ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à un mois, il est pourvu à son remplacement par décision du ou des associé(s). Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

11.2. Pouvoirs

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Le Président provoque les décisions du ou des associé(s).

Le Président est autorisé à consentir toutes délégations de pouvoirs à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par la démission, la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment par le ou les associé(s).

Article 12 – DIRECTION GENERALE

1. La Direction Générale de la Société est assumée par le Président.

Le Président peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées de l'assister pour la Direction Générale de la Société avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut excéder cinq. La durée des fonctions du Directeur Général Délégué est fixée par le Président.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Président. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts.

Lorsque le Président cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à nomination du nouveau Président.

Le Président détermine la rémunération des Directeurs Généraux Délégués.

2. Les Directeurs Généraux Délégués sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Ils exercent leurs pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux attribués expressément aux Assemblées Générales.

Ils représentent la Société dans leurs rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux Délégués qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La décision du Président limitant les pouvoirs des Directeurs Généraux Délégués sont inopposables aux tiers.

3. Le Président détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

Un Directeur Général Délégué ne peut être âgé de plus de 65 ans. Lorsqu'un Directeur Général Délégué atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la décision du Président de nommer le nouveau Directeur Général Délégué.

Article 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes Titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes Suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont nommés en même temps que le ou les Titulaires et pour la même durée.

Le ou les Commissaires aux Comptes sont nommés par décision unanime du ou des associé(s).

Article 14 – LE OU LES ASSOCIE(S)

Le ou les associé(s) exercent leurs pouvoirs conformément aux statuts et lois en vigueur.

Article 15 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIE(S)

15.1 Domaines réservés aux décisions de l'Associé Unique ou des Associé(s)

Doivent être prises par l'Associé Unique ou les Associés toutes les décisions dévolues aux Associés en vertu de la loi et notamment de l'article L.227-9 du Code de commerce et des présents statuts.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve de ce qui est prévu dans les présents statuts. Plus particulièrement, l'Associé Unique ou les Associés sont compétents pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices ;
- modification des statuts et notamment augmentation, amortissement ou réduction de capital, fusion, scission, dissolution ;
- transformation en une société d'une autre forme ;
- nomination des Commissaires aux comptes.

15.2 Modalités de consultation de l'Associé Unique ou des Associés

15.2.1 Consultation en assemblée, consultation écrite ou acte sous seing privé

Les décisions de l'Associé Unique ou des Associés résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée générale réunie, soit d'une consultation écrite. Les décisions de l'Associé Unique ou des Associés peuvent également résulter du consentement unanime de l'Associé Unique ou de tous les Associés exprimé dans un acte sous seing privé ou notarié. Cet acte doit mentionner les documents et informations communiquées préalablement à l'Associé Unique ou aux Associés. Il est signé par l'Associé Unique ou tous les Associés.

15.2.2 Forme et délais de convocations

L'Associé Unique ou la collectivité des Associés est convoquée à l'assemblée générale ou consulté par écrit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige par le Président, par tous moyens de communication écrite (en ce compris par e-mail) pour autant que chaque Associé accuse réception de ladite convocation, au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de la consultation ou, en cas d'urgence, cinq (5) jours ouvrés avant la date de la consultation. La consultation de l'Associé Unique

ou des Associés peut également avoir lieu dans un délai plus court voire sans convocation préalable si l'Associé Unique ou tous les Associés y ont consenti par écrit ou s'ils sont tous présents ou représentés lors de la réunion concernée.

La convocation adressée à l'Associé Unique ou aux Associés doit inclure l'ordre du jour de la consultation concernée. Tous les documents nécessaires à une prise de décisions éclairée de l'Associé Unique ou des Associés doivent être communiqués à ces derniers au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de la consultation concernée, à moins que les circonstances ne justifient un délai plus court.

La collectivité des Associés ne pourra délibérer sur un point non inscrit à l'ordre du jour qu'à l'unanimité.

15.2.3 Localisation et heure de la réunion en cas de consultation en assemblée

L'Associé Unique ou la collectivité des Associés se réunit au lieu (celui-ci pouvant être le siège social de la Société, tout autre endroit situé à Paris ou encore tout autre endroit décidé par l'Associé Unique ou les Associés) et à la date indiqués dans la convocation.

Tout Associé peut participer aux assemblées en se présentant physiquement au lieu indiqué dans la convocation ou par conférence téléphonique ou vidéoconférence, pour autant que chaque Associé participant à la réunion puisse communiquer de manière ininterrompue avec toute autre personne y participant également. Ils seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

15.3 Quorum

Les décisions des Associés, ne peuvent être adoptées en première consultation que si les Associés présents, réputés présents ou représentés possèdent plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société.

Tout Associé peut se faire représenter par toute personne de son choix, Associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président au moins deux (2) jours ouvrés avant la date de consultation de la collectivité des Associés. Toute Personne peut détenir un ou plusieurs mandats lors d'une consultation de la collectivité des Associés.

Si le quorum n'est pas réuni, une heure après l'heure d'une première convocation de la collectivité des Associés, ou si durant la réunion le quorum requis n'est plus réuni, la prise de décisions devra être ajournée dans un délai compris entre deux (2) et cinq (5) jours ouvrés (exclusion faite, pour le calcul dudit délai, du jour de la première réunion et du jour de la seconde réunion). La nouvelle consultation devra avoir lieu au même endroit et à la même heure de la journée que la première consultation initialement prévue et dans les conditions de quorum initialement prévue pour la première consultation.

15.4 Majorité

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède plus celles pour lesquelles il dispose d'un pouvoir.

Sous réserve des présents Statuts et des décisions requérant une majorité plus élevée en application de la Loi et de la réglementation applicable aux sociétés par actions simplifiées, les décisions collectives des Associés sont adoptées la majorité simple des Associés présents, réputés présents ou représentés, notamment toute modification des Statuts..»

Article 16 – REPRESENTATION DU PERSONNEL

L'instance de la Direction de la Société auprès de laquelle est assurée la représentation du personnel au sens des articles L.2323-62 à L.2323-66 du Code du Travail est le Président

Article 17 - PROCES-VERBAUX

Les décisions du ou des associé(s), sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces feuilles ou registres sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux devront être rédigés en français. Ils devront indiquer le mode de délibération, la date de délibération et toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote de l'associé ou les associés (adoption ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

Article 18 - EXERCICES SOCIAUX

Chaque exercice social, d'une durée d'une année, commence le 1er janvier et expire le 31 décembre.

Article 19 – COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels, et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

Le ou les associé(s) approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 20 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable, tel qu'il est défini par la loi, est à la disposition de l'Assemblée Générale. Celle-ci décide souverainement de son affectation ; elle peut, en totalité ou en partie, l'affecter à tous fonds de réserves spéciales, le reporter à nouveau ou le distribuer.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition dans la mesure où la loi le permet.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Article 17 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

1 - Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le Président est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision du ou des

associé(s) à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision du ou des associé(s) est publiée.

2 - Autres cas de dissolution :

- Jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession prononcé à l'encontre d'un associé ; dans ce cas, la Société sera automatique et ne nécessitera aucune autre décision collective que celle afférente à l'accomplissement des formalités légales.
- Décision du ou des associé(s).

Article 18 - LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions en vigueur sur les Sociétés commerciales.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 19 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, seront soumises au tribunal de commerce compétent.